

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 juillet 2020

PROPOSITION DE LOI

**concernant l'aide à la gestion
des dettes temporaire et structurelle**

**AVIS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION
DES DONNÉES
N° 62/2020 DU 10 JUILLET 2020**

Voir:

Doc 55 **1352/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de M. D'Haese et Mme Depraetere.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 juli 2020

WETSVOORSTEL

**betreffende tijdelijke en
structurele schuldhulpverlening**

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGS-AUTORITEIT
NR. 62/2020 VAN 10 JULI 2020**

Zie:

Doc 55 **1352/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heer D'Haese en mevrouw Depraetere.

02955

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

**Avis n° 62/2020 du 10 juillet 2020**

Objet : Avis relatif à une proposition de loi *concernant l'aide à la gestion des dettes temporaire et structurelle* (CO-A-2020-067)

L'Autorité de protection des données (ci-après l' "Autorité") ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après "la LCA") ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE* (Règlement général sur la protection des données, ci-après "le RGPD") ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LTD") ;

Vu la demande d'avis de Monsieur Patrick Dewael, Président de la Chambre des représentants, reçue le 25/06/2020 ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 10 juillet 2020, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. La proposition de loi *concernant l'aide à la gestion des dettes temporaire et structurelle*, ci-après la proposition, contient des mesures qui visent à protéger les entreprises et les personnes physiques qui connaissent des difficultés financières temporaires ou structurelles en raison des conséquences directes ou indirectes de la crise Corona et de la récupération des dettes qui y est associée.

2. L'Autorité a été priée de rendre un avis en extrême urgence vu que les mesures proposées doivent soulager le débiteur le plus rapidement possible d'une part et vu le caractère temporaire de certaines mesures d'autre part.

3. Du point de vue du traitement de données à caractère personnel, les mesures suivantes reprises dans la proposition méritent une attention particulière.

- Dans la mesure où plusieurs conditions sont remplies, un débiteur se voit accorder de plein droit, sur simple demande (qui peut se faire aussi bien verbalement que par écrit), une suspension de mesures exécutoires pour un délai d'1 mois pour de telles dettes liées au corona, c'est-à-dire des dettes pécuniaires concernant lesquelles un titre exécutoire a été délivré après le 1^{er} avril 2020. Le débiteur peut demander une telle suspension jusqu'au 31 décembre 2020. Lors de la signification d'un exploit contenant un acte d'exécution, les huissiers de justice sont obligés d'informer le débiteur de cette possibilité au moyen d'un formulaire type. La suspension est enregistrée dans le fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt (ci-après le fichier central des avis de saisie). Les articles 3 à 9 inclus de la proposition contiennent toutes les modalités de cette mesure.
- L'enregistrement d'un débiteur, moyennant son consentement explicite, dans le fichier central des avis de saisie comme étant une personne présentant un surendettement manifeste, comme une personne chez qui il existe une impossibilité manifeste d'exécution. Cet enregistrement conduit à une suspension de toute mesure d'exécution pendant une période de 3 mois (article 10 de la proposition).
- Après de la Chambre nationale des huissiers de justice, une base de données centrale est créée sous le nom de "plateforme centrale de médiation et de communication". Le but est d'y enregistrer des personnes ayant des problèmes financiers structurels, qui y ont consenti explicitement, en vue notamment d'éviter des frais d'exécution inutiles. Cela permettrait aussi

d'avoir une idée du total des dettes de la personne concernée. Ces informations seront accessibles aux huissiers de justice et aux CPAS. L'article 11 de la proposition règle la création de la base de données centrale et ses modalités.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

Pour autant que les mesures élaborées dans la proposition visent également les entreprises, l'Autorité rappelle que le RGPD ne s'applique pas aux personnes morales et dès lors, les remarques formulées concernent exclusivement les traitements de données de personnes physiques.

A. Report de paiement unique pour "dettes liées au corona" pendant un mois

4. L'article 3 de la proposition formule la possibilité d'obtenir jusqu'au 31 décembre 2020 un report de paiement unique d'1 mois pour des dettes pour lesquelles un titre exécutoire a été délivré après le 1^{er} avril 2020. L'huissier de justice est obligé d'en informer le débiteur. À cet effet, l'article 4 de la proposition dispose que l'huissier de justice joint à l'exploit de signification contenant un acte d'exécution un formulaire type intitulé *Requête de report de paiement unique*. L'article 7 de la proposition prévoit que le Roi détermine le formulaire type et qu'il contient au moins les informations suivantes :

- *le nom de l'huissier qui signifie l'exploit ;*
- *l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail où l'huissier de justice est joignable ;*
- *les heures d'ouverture de l'étude de l'huissier de justice ;*
- *le numéro de dossier auprès de l'huissier de justice ;*
- *le titre: "Requête de report de paiement unique" ;*
- *des informations compréhensibles indiquant qu'en cas de difficultés financières structurelles, d'autres procédures offrant une protection contre les créanciers sont à leur disposition en plus de la demande de report de paiement ;*
- *la date de signification de l'exploit auquel le formulaire type a été joint ;*
- *la signature de l'huissier de justice qui signifie l'exploit.*

5. Les données à caractère personnel qui sont mentionnées dans le formulaire type telles que le nom de l'huissier de justice, les coordonnées de l'huissier de justice, le numéro de dossier du débiteur, ne donnent lieu à aucune remarque particulière à la lumière de l'article 5.1.c) du RGPD. Le débiteur qui souhaite faire usage de la possibilité que lui offre l'article 3 de la proposition doit savoir à qui il doit adresser la demande de report de paiement unique, comment il peut contacter cette personne et dans le cadre de quel dossier il fait cette demande.

6. Les informations mentionnées au point 4 sont les informations minimales que le formulaire contient. L'article 7 de la proposition offre au Roi la possibilité d'y ajouter encore des informations. Dans la mesure où le terme "informations" dans cet article vise également des données à caractère personnel, les catégories de données à caractère personnel doivent encore être ajoutées dans la proposition.

7. Lorsque le débiteur demande le report de paiement unique, il l'obtient de plein droit pour autant que cela ne concerne pas des recouvrements mentionnés à l'article 6, § 2 de la proposition (l'article 4 de la proposition renvoie erronément à l'article 5 de la proposition). L'huissier de justice concerné dépose l'avis de report de paiement unique dans le fichier central des avis de saisie, rendant le report de paiement opposable à tous les créanciers disposant d'un titre exécutoire relatif à une condamnation pécuniaire datant du 1^{er} avril 2020 ou après (article 5 de la proposition). Ce traitement dans le chef de l'huissier de justice se base sur l'article 6.1.c) du RGPD : en tant que responsable du traitement, il est obligé de déposer l'avis de report de paiement unique dans le fichier central des avis de saisie.

8. Le report de paiement unique s'accompagne donc d'un enregistrement des données à caractère personnel du débiteur dans le fichier des avis de saisie, une banque de données centrale définie par l'article 1389 *bis*/1 du *Code judiciaire*. Concernant cette banque de données, l'Autorité constate que :

- elle traite des informations à grande échelle concernant des personnes qui se trouvent dans une situation financière et sociale précaire ;
- depuis sa création, elle a systématiquement été étendue, au cours des années, plus d'informations personnelles y ont sans cesse été enregistrées ;
- l'accès par des tiers aux informations qu'elle contient a également systématiquement été étendu ;
- elle traite aussi des informations relatives à des condamnations pénales (article 10 du RGPD) dans le cadre du recouvrement de dommages et intérêts, d'amendes.

9. Les traitements dans le contexte du fichier central des avis de saisie impliquent donc une importante ingérence dans les droits et libertés des personnes concernées. Toutefois, jusqu'à présent, le législateur a omis de mentionner clairement dans la loi la (les) finalité(s) de cette banque de données, en dépit du fait qu'il s'agisse d'un élément essentiel du traitement, nécessaire pour assurer la prévisibilité dans le chef du justiciable (principe de légalité). D'ailleurs, en vertu de l'article 22 de la *Constitution*, lu conjointement avec l'article 8 de la CEDH et l'article 6.3 du RGPD, une norme de rang législatif doit déterminer dans quelles circonstances un traitement de données est autorisé.

L'Autorité insiste dès lors pour que le législateur profite de l'occasion pour définir dans la loi/le code la (les) finalité(s) du fichier central des avis de saisie, en tant qu'élément essentiel du traitement.

10. Le but de l'enregistrement d'un report de paiement unique dans le fichier central des avis de saisie est de rendre opposable le report de paiement unique à une certaine catégorie de créanciers. En soi, il s'agit d'une finalité déterminée, explicite et légitime (article 5.1.b) du RGPD). S'agit-il d'une nouvelle finalité du fichier central des avis de saisie ? Si oui, cela doit être mentionné explicitement dans le *Code judiciaire*. Dans le cas contraire, cela doit ressortir des finalités du fichier central des avis de saisie qui doivent être mentionnées dans le *Code judiciaire*. Dans ce cadre, l'Autorité attire l'attention sur le fait que vu que l'opposabilité ne s'applique qu'envers une catégorie déterminée de créanciers, seuls les huissiers de justice de ces créanciers peuvent accéder au message. Cela doit être précisé dans la proposition.

11. L'article 8, § 1^{er} de la proposition définit les données contenues dans la notification de report de paiement unique. Il s'agit des données suivantes :

1° les nom, prénoms, lieu du domicile, ou nom, forme juridique et siège, date de naissance et/ou numéro d'entreprise ;

2° la date de signification de l'exploit auquel se rapporte la demande de report de paiement unique ;

3° la date à laquelle la requête de report de paiement unique a été déposée, ou à défaut, a été reçue ;

4° la date jusqu'à laquelle le délai de report est d'application ;

5° la nature et le montant de la créance du saisissant, ainsi que toute raison éventuelle de privilège.

12. À la lumière de la finalité, les données mentionnées aux points 1° à 4° ne donnent lieu à aucune remarque particulière. Toutefois, l'Autorité ne comprend pas pour quelles raisons les informations mentionnées au point 5° sont pertinentes pour rendre le report de paiement opposable à d'autres créanciers. Si ces données sont effectivement nécessaires, l'auteur de la proposition doit mieux motiver leur pertinence.

13. L'article 8, § 2 de la proposition établit que les notifications de report de paiement seront automatiquement supprimées le 1^{er} février 2021. En vertu de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel ne peuvent pas être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée excédant celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées. La notification de report de paiement est enregistrée dans le fichier central des avis de saisie afin de rendre opposable le délai d'un report de paiement unique d'1 mois à

certaines autres créanciers. Une fois ce délai écoulé, il n'y a aucune raison d'en encore conserver cette notification dans le fichier central des avis de saisie jusqu'au 1^{er} février 2021. Le délai de conservation proposé est disproportionné et doit être adapté.

14. L'article 9, premier alinéa de la proposition dispose qu'un huissier de justice qui a déposé un avis de report de paiement unique dans le fichier central des avis de saisie ou la Chambre Nationale des Huissiers de Justice peuvent, à la demande d'une chambre pour les entreprises en difficulté, fournir toutes les informations pertinentes concernant une entreprise. Dans le commentaire des articles de l'article 9 de la proposition, il est précisé que la chambre des entreprises en difficulté [utilise] *de manière proactive les informations relatives aux requêtes de report de paiement unique pour localiser les entreprises en difficulté*. Vu la mission de cette chambre, à savoir *suivre la situation des débiteurs en difficulté en vue de préserver la continuité de leurs activités et d'assurer la protection des droits des créanciers* (article XX.25, § 1^{er} du *Code de droit économique*), la finalité pour laquelle la chambre des entreprises en difficulté traite ultérieurement les données à caractère personnel peut être qualifiée de non incompatible.

15. Selon le commentaire des articles, le but est de fournir à la chambre des entreprises en difficulté un outil supplémentaire afin de détecter plus rapidement les entreprises en difficulté. Compte tenu du principe de minimisation des données (article 5.1.c) du RGPD), cette finalité semble parfaitement pouvoir être réalisée en donnant à la chambre des entreprises en difficulté un accès aux avis de report de paiement unique qui sont enregistrés dans le fichier central des avis de saisie concernant les entreprises pour lesquelles elle est compétente.

16. Indépendamment de la suggestion formulée ci-dessus (point 15), du point de vue de la protection des données à caractère personnel, la formulation de l'article 9, premier alinéa de la proposition est problématique.

17. Tout d'abord, la formulation sibylline de l'article 9, premier alinéa de la proposition implique que la Chambre Nationale des Huissiers de Justice peut fournir à la chambre des entreprises en difficulté des données provenant de toutes les banques de données centrales qu'elle gère. Cela n'est acceptable ni du point de vue du principe de proportionnalité, ni du point de vue de la prévisibilité (transparence à l'égard du justiciable). Les banques de données dont des données peuvent être communiquées doivent être explicitement identifiées dans la proposition (d'autant plus vu la tendance de créer toujours plus de banques de données centrales au sein de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice).

18. Tel que l'article 9, premier alinéa de la proposition est actuellement formulé, les huissiers de justice et la Chambre Nationale des Huissiers de Justice **peuvent** communiquer des données lorsque

la chambre des entreprises en difficulté le demande. Il ne s'agit pas d'une obligation dans le chef des premiers cités. À la lumière de la finalité poursuivie, l'utilité pratique de l'article 9, premier alinéa de la proposition est fortement discutable. Dès lors, il est préférable de supprimer cet article 9, premier alinéa de la proposition.

19. L'article 9, premier alinéa de la proposition dispose que les huissiers de justice et la Chambre Nationale des Huissiers de Justice peuvent fournir toutes les informations pertinentes concernant une entreprise. Il n'est pas précisé quelles sont ces informations pertinentes. L'Autorité constate que les activités de la chambre des entreprises en difficulté ne sont pas nouvelles. Il est donc parfaitement possible d'identifier les catégories de données à caractère personnel qui sont utiles aux activités de cette chambre et de les reprendre dans la proposition. Le Roi peut, le cas échéant, préciser davantage le contenu. Actuellement, l'article 9, premier alinéa de la proposition donne entière carte blanche au Roi sur ce point, ce qui est inacceptable.

20. Enfin, il convient d'encre encore formuler une remarque concernant l'article 3, § 4 de la proposition. Cela concerne une personne physique ayant des problèmes financiers structurels et cela n'a aucun rapport avec le report de paiement unique qui est régi par l'article 3. Il est plus approprié de reprendre ce paragraphe dans l'article qui traite de la plateforme centrale de médiation et de communication. L'Autorité analysera ce paragraphe ultérieurement dans le contexte de l'article 11 de la proposition (voir le point 45).

B. Avis de surendettement manifeste/d'impossibilité d'exécution manifeste

21. L'article 10 de la proposition insère un nouvel article 1390^{octies} dans le *Code judiciaire*. Cet article dispose que, moyennant le consentement exprès de la personne concernée, un CPAS peut charger un huissier de justice de faire déposer dans le fichier central des avis de saisie un avis de "surendettement manifeste" au nom de la personne concernée. Dans le cadre de l'exercice de sa fonction, un huissier de justice peut également, moyennant aussi le consentement exprès d'une personne concernée confrontée à un surendettement, enregistrer celui-ci dans le fichier central des avis de saisie sous la forme d'un avis d' "impossibilité manifeste d'exécution". L'huissier de justice informe le CPAS du domicile de la personne concernée. Dans les deux cas, l'enregistrement conduit à la suspension pendant 3 mois de toute nouvelle exécution. À la demande du CPAS, cette période de suspension peut encore être prolongée de 3 mois.

22. Le nouvel article 1390^{octies} du *Code judiciaire* donne l'impression que le consentement à l'enregistrement dans le fichier central des avis de saisie (article 6.1.a) du RGPD) constitue la base juridique de ce traitement. Selon l'article 7.4 du RGPD, un consentement valable implique que celui-ci puisse être donné librement. À cet égard, au point 13 de ses Guidelines 05/2020 *on consent under*

*Regulation 2016/679*¹ (Lignes directrices 05/2020 sur le consentement en vertu du Règlement 2016/679), approuvées le 4 mai 2020, le Comité européen de la protection des données a affirmé ce qui suit : "As a general rule, the GDPR prescribes that if the data subject has no real choice, feels compelled to consent or will endure negative consequences if they do not consent, then consent will not be valid". En la matière, il ne s'agit pas d'un consentement libre vu qu'à défaut de consentir, la personne concernée ne pourra pas bénéficier d'une protection pendant 3 mois, potentiellement même 6 mois, contre des mesures d'exécution.

23. Le but de l'enregistrement est d'obtenir une suspension de toutes les mesures d'exécution (opposabilité à des tiers) de manière à ce qu'une solution structurelle de règlement des dettes puisse être élaborée. En soi, il s'agit d'une finalité déterminée, explicite et légitime (article 5.1.b) du RGPD). S'agit-il d'une nouvelle finalité du fichier central des avis de saisie ? Si oui, cela doit être mentionné explicitement dans le *Code judiciaire*. Dans le cas contraire, cela doit ressortir des finalités du fichier central des avis de saisie qui doivent être mentionnées dans le *Code judiciaire* (voir également le point 10).

24. L'avis de surendettement manifeste/d'impossibilité manifeste d'exécution (pourquoi utiliser une dénomination différente pour une action dont les conséquences sont identiques ?) contient les données à caractère personnel suivantes : nom, prénoms, lieu du domicile et date de naissance de la personne concernée. À la lumière de l'article 5.1.c) du RGPD, cela ne donne lieu à aucune remarque particulière.

25. Le paragraphe 3 du nouvel article 1390octies du *Code judiciaire* dispose que l'avis de surendettement manifeste et l'avis d'impossibilité manifeste d'exécution sont supprimés 12 mois après envoi. En vertu de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel ne peuvent pas être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée excédant celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Les avis suspendent les mesures d'exécution pendant 3 mois, ou 6 mois en cas de prolongation de 3 mois. Cela signifie qu'une fois le délai de 3/6 mois écoulé, il n'y a plus de raison d'en encore conserver un tel avis dans le fichier central des avis de saisie. Le délai de conservation proposé est disproportionné et doit être adapté.

26. En vertu du paragraphe 5 du nouvel article 1390octies du *Code judiciaire*, le CPAS peut d'initiative et de manière motivée demander la prolongation unique de la suspension de 3 mois. Vu que la suspension initiale résulte du "consentement" de la personne concernée à l'enregistrement dans le fichier central des avis de saisie, la prolongation de la suspension et donc le maintien de

¹ Consultables via le lien suivant : https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/guidelines/guidelines-052020-consent-under-regulation-2016679_en.

l'enregistrement dans le fichier central des avis de saisie ne sont possibles que moyennant le "consentement" de la personne concernée. Cela ne ressort pas du texte.

27. Le paragraphe 6 du nouvel article 1390*octies* du *Code judiciaire* dispose que toute partie intéressée qui considère qu'une personne physique est injustement protégée par le dépôt des avis susmentionnés peut contester cette protection devant le juge de paix. Il ressort du commentaire des articles que l'on vise avec les termes "partie intéressée" un créancier. Tous les créanciers de la personne concernée ne disposent pas d'un titre exécutoire leur permettant de prendre des mesures d'exécution. Seuls les créanciers qui disposent d'un titre exécutoire et qui peuvent donc prendre des mesures d'exécution sont affectés par la suspension des mesures d'exécution telle que régie par le nouvel article 1390*octies* du *Code judiciaire*. Ils sont les seuls à être des parties intéressées. Les informations relatives à la suspension des mesures d'exécution à l'égard d'un débiteur déterminé ne sont pertinentes que pour eux. Cela ne ressort pas ou pas suffisamment de la formulation du nouvel article 1390*octies*, § 6 du *Code judiciaire*.

C. La plateforme centrale de médiation et de communication (ci-après la plateforme)

28. La problématique des personnes surendettées et la recherche d'une manière appropriée de les aider ne sont pas nouvelles et ne sont donc pas liées au covid-19. Comme cela est expliqué ci-après, du point de vue du RGPD, la plateforme de médiation et de communication qui est proposée est problématique en plusieurs points. On peut se demander si, avant de mettre en place un nouveau traitement de données à caractère personnel, il ne serait pas utile de revoir l'initiative en tenant compte des mesures déjà existantes comme par exemple la médiation de dettes encadrée réglementairement et les informations qui sont actuellement disponibles concernant les personnes endettées. Une recherche rapide nous apprend que les personnes endettées sont déjà obligatoirement enregistrées dans les banques de données suivantes, créées réglementairement :

- au sein de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice :
 - le fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt ;
 - le registre central pour les saisies conservatoires européennes des comptes bancaires ;
 - le registre central des règlements collectifs de dettes ;
 - le registre central pour le recouvrement de dettes d'argent non contestées

- au sein de la Banque Nationale de Belgique :
 - la centrale des crédits aux particuliers ;
 - le fichier des enregistrements non régis

- au sein de l'Orde van Vlaamse balies et de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone :
 - le registre central de la solvabilité (pas encore opérationnel)
- au sein du SPF Justice :
 - le fichier central des jugements, arrêts et actes allouant une pension alimentaire.

c.1) Base juridique

29. L'article 11, § 1^{er}, premier alinéa de la proposition prévoit la création d'une nouvelle banque de données centrale au sein de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice, à savoir la plateforme, qui est le responsable du traitement. Le traitement repose sur l'article 6.1.c) du RGPD. Vu le rôle moteur confié aux CPAS dans le cadre de l'accompagnement et de l'organisation de la liquidation des dettes, il semble plus approprié que, pour autant qu'une plateforme doive être créée, celle-ci le soit au sein des CPAS. Dans ce cas, le traitement reposera sur l'article 6.1.e) du RGPD.

30. La plateforme traitera uniquement des données de personnes qui s'y enregistrent de leur propre initiative et se déclarent expressément d'accord avec les traitements qui sont effectués par la plateforme, y compris l'échange de données avec le CPAS compétent (article 11, § 1^{er}, quatrième alinéa et § 6, premier alinéa de la proposition). Cela peut être considéré comme une garantie complémentaire.

c.2) Finalité

31. Conformément à l'article 5.1.b) du RGPD, le traitement de données à caractère personnel ne peut être effectué que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes.

32. L'article 11, § 1^{er}, premier alinéa de la proposition définit la finalité de la plateforme comme étant la protection de personnes physiques qui se trouvent dans une situation de surendettement manifeste contre leurs créanciers dans l'attente d'une aide appropriée. Ni l'article 11 de la proposition, ni aucun autre article de la proposition ne précise en quoi consiste concrètement cette protection contre les créanciers. L'Exposé des motifs n'apporte pas non plus d'éclaircissements. Il n'y a pas non plus de lien avec le règlement mentionné par le nouvel article 1390*octies* du *Code judiciaire*. À défaut de mesures de protection spécifiques contre les créanciers pour les personnes qui s'enregistrent sur la plateforme, le traitement de données à caractère personnel qui est effectué par la plateforme ne conduira pas à la réalisation de la finalité formulée, rendant le traitement problématique du point de

vue de la proportionnalité. La formulation de la finalité de la plateforme doit être adaptée de manière à correspondre à ce qui est effectivement visé.

33. Même en supposant que la proposition offre effectivement une protection contre les créanciers aux personnes qui sont enregistrées sur la plateforme, il n'est pas du tout certain que les traitements de données de la plateforme conduisent à la réalisation de la finalité, à savoir la protection contre les créanciers et une aide en matière de dettes appropriée. Il ressort en effet de l'article 11, § 4, premier alinéa et § 7 de la proposition que les huissiers de justice ne sont pas obligés d'apporter leur collaboration. Cela vaut d'ailleurs également pour les CPAS (voir l'article 11, § 4, deuxième alinéa de la proposition). Cela signifie que le dossier relatif aux dettes qui est créé dans la plateforme sera nécessairement incomplet et ne donnera donc pas une image correcte de la situation du débiteur, ce qui hypothèque la réalisation de la finalité. À cela s'ajoute le fait que si le CPAS compétent d'une personne qui s'enregistre ne coopère pas, l'enregistrement est en fait inutile.

c.3) Proportionnalité

34. L'article 5.1.c) du RGPD prévoit que les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités visées ("minimisation des données").

35. La personne physique qui s'enregistre sur la plateforme doit fournir les données à caractère personnel suivantes : nom, prénom, numéro de téléphone, adresse e-mail, sexe, date de naissance et adresse (article 11, § 6, deuxième alinéa de la proposition).

36. À la lumière de l'article 5.1.c) du RGPD, le traitement de ces données ne donne lieu à aucune remarque particulière. L'Autorité attire l'attention sur le fait que toutes les personnes physiques qui souhaitent s'enregistrer ne disposent pas d'une adresse e-mail. Il faut donc veiller à ce que cela ne constitue pas un élément empêchant l'enregistrement sur la plateforme.

37. Les huissiers de justice qui coopèrent avec la plateforme encodent les données suivantes dans la plateforme : les données d'identification du créancier, les données d'identification de l'huissier de justice, les données financières du dossier, le décompte actuel du dossier et les pièces justificatives du dossier (article 11, § 5, premier alinéa de la proposition). À la lumière de l'article 5.1.c) du RGPD, le traitement de ces données ne donne lieu à aucune remarque particulière.

38. Le CPAS encode les données suivantes : le numéro de dossier de la personne physique, le déroulement du dossier et sa gestion. Cela signifie que le CPAS mentionne au moins tous les 3 mois les démarches entreprises ainsi que l'état actuel du programme d'aide à la gestion de dettes (article 11,

§ 5, deuxième et troisième alinéas de la proposition). Dans la mesure où l'on veut dire par là que les contacts qui ont été établis pour élaborer un règlement de paiement ainsi que la mesure où les accords convenus en matière de paiement sont suivis sont mentionnés dans le dossier, cela ne donne lieu à aucune remarque particulière.

c.4) Délai de conservation

39. En vertu de l'article 5.1.e) du RGPD, les données à caractère personnel ne peuvent pas être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée excédant celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

40. Lorsqu'une personne enregistrée retire son consentement parce qu'elle ne souhaite plus être enregistrée, le dossier et toutes les données qu'il contient sont supprimées de la plateforme, à l'exception des données nécessaires pour démontrer l'existence du dossier et la période de son existence (article 11, § 6, quatrième alinéa de la proposition). L'Autorité estime que pour démontrer l'existence d'un dossier et la période de son existence, les informations suivantes suffisent : le nom et le prénom du débiteur, le numéro de dossier, la date à laquelle le dossier a été constitué et la date à laquelle son traitement a été stoppé. Il est préférable de le préciser dans la proposition. Toujours selon l'article 11, § 6, quatrième alinéa de la proposition, les informations relatives à l'existence d'un dossier sont conservées pendant 10 ans et peuvent être communiquées par le responsable du traitement à un huissier de justice lorsque la responsabilité professionnelle de ce dernier fait l'objet d'une discussion.

41. Si la conservation reste limitée aux informations minimales mentionnées au point 40, l'approche proposée ne donne lieu à aucune remarque supplémentaire.

42. Le délai de conservation des dossiers qui sont clôturés (pas de retrait du consentement) est régi par l'article 11, § 2, deuxième au quatrième alinéa de la proposition. Cela donne l'impression que les données sont conservées pendant un maximum de 12 mois après la clôture du dossier. Toutefois, il ressort du quatrième alinéa de ce paragraphe que les données sont conservées encore 10 ans après la clôture du dossier.

43. Il ressort de l'article 11, § 2, troisième alinéa de la proposition que pendant le "premier délai de conservation" de 12 mois, un dossier clôturé ne peut plus être consulté qu'en fonction des droits accordés. Qu'est-ce que cela signifie ? Qui peut encore consulter et pour quelles raisons ? La proposition doit le préciser.

44. Le véritable délai de conservation est de 10 ans après la clôture du dossier. Ce délai est motivé par la responsabilité professionnelle de 10 ans des huissiers de justice (article 2262*bis* du *Code civil*). Toutefois, il ressort de l'article 11, § 6, quatrième alinéa de la proposition qu'en vue de la responsabilité professionnelle de l'huissier de justice, il suffit que seules les informations relatives à l'existence du dossier et à la période de son existence soient conservées (point 40). À la lumière de la responsabilité professionnelle, il n'y a aucune raison objective de conserver pour les dossiers "clôturés" plus de données que pour les dossiers "supprimés". Dès lors, pour les dossiers "clôturés", il faut reprendre un régime similaire concernant les données à conserver. Dans ce cas, à la lumière de l'article 5.1.e) du RGPD, le délai de conservation proposé est acceptable. Par pur souci d'exhaustivité, l'Autorité attire l'attention sur le fait que le responsable du traitement doit veiller à ce que les dossiers clôturés ne soient plus accessibles et à ce que cet accès ne soit activé qu'après que le responsable du traitement se soit assuré que cet accès est nécessaire dans le cadre d'un litige concernant la responsabilité professionnelle d'un huissier de justice.

c.5) Personnes concernées

45. Comme cela a déjà été précisé, la plateforme ne traite que les données de personnes qui ont des problèmes financiers structurels - ce qui correspond à l'aspect surendettement de la finalité - et qui se sont enregistrées sur la plateforme de leur propre initiative. Cela ressort de l'article 3, § 4 de la proposition dont le texte, par souci de clarté, devrait de préférence être intégré à l'article 11 de la proposition (voir le point 20). Dans le cadre de l'enregistrement, l'accord exprès est demandé tant pour le traitement des données (article 11, § 6, premier alinéa de la proposition) que pour l'échange de données entre le CPAS compétent et les huissiers de justice concernés (article 11, § 1^{er}, quatrième alinéa de la proposition). Il est donc exclu qu'un CPAS ou un huissier de justice procède de manière arbitraire à l'enregistrement d'une personne sur la plateforme.

46. L'Autorité souligne qu'avant de demander l'accord de la personne concernée, le responsable du traitement doit lui fournir les informations nécessaires (articles 12-13 du RGPD) de manière à ce que celle-ci puisse donner son consentement en toute connaissance de cause. Dans le cas contraire, le consentement ne sera pas valable. Cela signifie notamment qu'il faut mentionner clairement que le CPAS assurera le suivi du dossier et que les huissiers de justice ont aussi accès aux informations.

47. En outre, des données à caractère personnel de créanciers et d'huissiers de justice seront également traitées via la plateforme, comme cela transparaît de l'article 11, § 4 de la proposition.

c.6) Responsable du traitement

48. La Chambre Nationale des Huissiers de Justice est désignée comme responsable du traitement (article 11, § 2, premier alinéa de la proposition). L'Autorité en prend acte. L'Autorité renvoie à cet égard à sa remarque formulée au point 29 (la création de la banque de données au sein des CPAS semble plus appropriée, vu leur rôle).

c.7) Accès aux données de la plateforme

49. Tout d'abord, la personne concernée a accès à son propre dossier (article 11, § 6, troisième alinéa de la proposition), ce qui est conforme à l'exigence de l'article 15 du RGPD.

50. Un CPAS qui coopère aura accès aux dossiers des personnes qui relèvent de sa compétence ainsi que des droits d'écriture concernant ces dossiers (article 11, § 1^{er}, troisième alinéa, § 4, deuxième alinéa et § 5, deuxième et troisième alinéas de la proposition). Vu le rôle que le CPAS joue dans l'organisation de l'aide à la gestion des dettes, cela est acceptable.

51. Les huissiers de justice qui adhèrent au système ont un droit d'écriture qui leur permet de charger les informations définies à l'article 11, § 5, premier alinéa de la proposition dans le dossier d'une personne enregistrée sur la plateforme. Cela signifie nécessairement que les huissiers de justice qui coopèrent doivent pouvoir consulter la plateforme afin de vérifier si un de leurs débiteurs est enregistré. Le responsable du traitement doit veiller à ce que tout accès à la plateforme soit refusé aux huissiers de justice qui n'adhèrent pas au système.

52. Les huissiers de justice ont également un droit de lecture concernant leurs dossiers (article 11, § 4, premier alinéa de la proposition). On ne sait pas clairement ce qu'il y a lieu d'entendre par "leurs dossiers". S'agit-il des informations qu'ils ont encodées ? S'agit-il du dossier d'une personne enregistrée sur la plateforme dans lequel ils ont encodé des informations relatives à une dette ? Cela doit être précisé dans la proposition. S'il s'agit de l'accès au dossier de la personne enregistrée, cela ne concerne évidemment que le dossier de ces personnes dans lequel l'huissier de justice a exercé un droit d'écriture. Afin d'assurer un suivi d'un tel dossier, il n'est toutefois pas nécessaire qu'il ait accès à l'intégralité du dossier. Ainsi, il ne doit pas savoir qui sont les autres créanciers, qui sont les autres huissiers de justice concernés, il ne doit pas pouvoir examiner les pièces justificatives relatives à d'autres dettes. Il suffit qu'il connaisse les montants des autres dettes et qu'il ait une idée du plan de liquidation des dettes et de la manière dont ce plan est suivi. Sur ce point aussi, la proposition doit apporter plus de précision.

**PAR CES MOTIFS,
l'Autorité**

➤ **s'interroge tant sur l'utilité de la création d'une nouvelle banque de données (la plateforme) en soi au sein de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice et se demande s'il ne serait pas utile de revoir l'initiative en tenant compte des mesures déjà existantes comme par exemple la médiation de dettes encadrée réglementairement et les informations qui sont actuellement déjà disponibles concernant les personnes endettées (point 28) ;**

➤ **constate que les adaptations suivantes s'imposent dans la proposition :**

- dans la mesure où l'on vise des données à caractère personnel avec le terme "informations" de l'article 7 de la proposition, cet article doit être complété avec les catégories de données à caractère personnel (point 6) ;
- la (les) finalité(s) du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt doi(ven)t être repris(es) dans la loi/le code (points 8 - 10 et 23) ;
- ajouter que l'avis de report de paiement unique ne peut être consulté que par les huissiers de justice de créanciers auxquels cet avis est opposable (point 10) ;
- supprimer le point 5° à l'article 8, § 1^{er} de la proposition, à moins que sa pertinence ne soit démontrée (point 12) ;
- adapter le délai de conservation à l'article 8, § 2 de la proposition (point 13) ;
- remplacer la communication d'informations prévue à l'article 9 de la proposition par un accès à l'avis de report de paiement unique par la chambre des entreprises en difficulté, notamment vu les divers problèmes posés par la formulation actuelle de cet article (points 15 - 19) ;
- adapter le délai de conservation dans le nouvel article 1390*octies*, § 3 du *Code judiciaire* (point 25) ;
- préciser dans le nouvel article 1390*octies*, § 5 du *Code judiciaire* que le CPAS ne peut demander une prolongation de la période de suspension que moyennant le consentement de la personne concernée (point 26) ;
- à l'article 11, § 1^{er}, premier alinéa de la proposition, la formulation de la finalité de la plateforme doit être adaptée de manière à exprimer réellement ce qui est visé (point 2) ;
- revoir le règlement du délai de conservation et les données conservées à l'article 11, § 2, deuxième à quatrième alinéa de la proposition (points 42 - 44) ;
- compléter l'article 11, § 6, quatrième alinéa de la proposition avec les données qui sont conservées pour démontrer l'existence du dossier (point 40) ;

Avis 62/2020 - 16/16

- intégrer le texte de l'article 3, § 4 de la proposition dans l'article 11 de la proposition (points 20 - 45) ;
- préciser à l'article 11, § 4, premier alinéa de la proposition ce qui est visé par "leurs dossiers" et dans la mesure où il s'agit du dossier de la personne enregistrée, délimiter le droit de lecture (point 52).



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances



**Advies nr. 62/2020 van 10 juli 2020**

Betreft: Advies m.b.t. een wetsvoorstel betreffende tijdelijke en structurele schuldhulpverlening (CO-A-2020-067)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna de "Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van de heer Patrick Dewael, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ontvangen op 25/06/2020;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 10 juli 2020 het volgend advies uit:

I. VOORWERP VAN DE AANVRAAG

1. Het wetsvoorstel *betreffende tijdelijke en structurele schuldhulpverlening*, hierna het voorstel, bevat maatregelen die gericht zijn op het beschermen van ondernemingen en natuurlijke personen die het tijdelijk of structureel financieel moeilijk krijgen door de directe of indirecte gevolgen van de coronacrisis en de daarmee gepaard gaande invordering van openstaande schulden.

2. De Autoriteit werd verzocht om bij hoogdringendheid advies te verlenen gelet op het feit dat de voorgestelde maatregelen de schuldenaar zo snel mogelijk soelaas moeten bieden enerzijds en het tijdelijk karakter van sommige ingrepen anderzijds.

3. Vanuit het perspectief van de verwerking van persoonsgegevens, verdienen de volgende in het voorstel opgenomen maatregelen aandacht.

- Voor zover een aantal voorwaarden vervuld zijn, wordt aan een schuldenaar op zijn eenvoudig verzoek (kan zowel mondeling als schriftelijk geschieden) van rechtswege voor zogenaamde coronaschulden, dit zijn geldelijke schulden m.b.t. dewelke na 1 april 2020 een uitvoerbare titel werd verleend, een schorsing van uitvoerende maatregelen verleend voor een termijn van 1 maand. De schuldenaar kan dergelijke schorsing vragen tot 31 december 2020. De gerechtsdeurwaarders worden verplicht om n.a.v. de betekening van een exploit dat een uitvoeringsdaad bevat de schuldenaar van deze mogelijkheid te informeren door middel van een modelformulier. De schorsing wordt geregistreerd in het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest (hierna centraal bestand beslagberichten). De artikelen 3 t.e.m. 9 van het voorstel bevatten alle modaliteiten van deze maatregel.
- De registratie van een schuldenaar, mits zijn uitdrukkelijke instemming, in het centraal bestand beslagberichten als zijnde iemand met een kennelijk overmatige schuldenlast of als iemand bij wie er kennelijke onmogelijkheid tenuitvoerlegging bestaat. Deze registratie leidt tot een schorsing van iedere uitvoeringsmaatregel gedurende een periode van 3 maanden (artikel 10 van het voorstel).
- Bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders wordt een centrale gegevensbank opgericht onder de naam "Centraal bemiddelings- en communicatieplatform". Het is de bedoeling om daarin personen met structurele financiële problemen, die daarin uitdrukkelijk hebben toegestemd, te registreren met het oog op het o.a. vermijden van nutteloze uitvoeringskosten. Tevens zou men een zicht krijgen op het totale schuldenpakket van de

betrokkene. Deze informatie zal toegankelijk zijn voor gerechtsdeurwaarders en OCMW's. Artikel 11 van het voorstel regelt de creatie van de centrale gegevensbank en haar modaliteiten.

II. ONDERZOEK VAN DE AANVRAAG

In de mate dat de maatregelen uitgewerkt in het voorstel ook ondernemingen viseren, brengt de Autoriteit in herinnering dat de AVG niet van toepassing is op rechtspersonen en bijgevolg de geformuleerde opmerkingen uitsluitend betrekking hebben op de verwerkingen van de gegevens van natuurlijke personen.

A. Eenmalig betalingsuitstel voor "coronaschulden" gedurende een maand

4. Artikel 3 van het voorstel formuleert de mogelijkheid om tot 31 december 2020 voor schulden waarvoor na 1 april 2020 een uitvoerbare titel werd verleend, een eenmalig betalingsuitstel van 1 maand te verkrijgen. De gerechtsdeurwaarder is verplicht om de schuldenaar hiervan te informeren. Daartoe bepaalt artikel 4 van het voorstel dat de gerechtsdeurwaarder aan het betekeningsexploot dat een uitvoeringsdaad bevat, een modelformulier met de titel *Verzoek tot eenmalig betalingsuitstel* hecht. Artikel 7 van het voorstel voorziet dat de Koning het modelformulier bepaalt en dat het minstens volgende informatie bevat:

- *de naam van de gerechtsdeurwaarder die het exploot betekent;*
- *het adres, telefoonnummer, e-mailadres waarop de gerechtsdeurwaarder kantoor houdt;*
- *de kantooruren waarop het kantoor van de gerechtsdeurwaarder kan worden bereikt;*
- *het dossiernummer bij de gerechtsdeurwaarder;*
- *de titel: "Verzoek tot eenmalig betalingsuitstel";*
- *begrijpelijke informatie die aangeeft dat in geval er structurele financiële moeilijkheden zijn naast het verzoek tot betalingsuitstel ook andere procedures kunnen worden gevolgd die bescherming tegen schuldeisers bieden;*
- *de datum waarop het exploot waaraan het modelformulier werd gehecht is betekend;*
- *de handtekening van de gerechtsdeurwaarder die het exploot betekent.*

5. De persoonsgegevens die in het modelformulier worden vermeld, zoals de naam van de gerechtsdeurwaarder, de contactgegevens van de gerechtsdeurwaarder, het dossiernummer van de schuldenaar, geven in het licht van artikel 5.1.c) AVG geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen. De schuldenaar die gebruik wil maken van de mogelijkheid die artikel 3 van het voorstel hem biedt, moet weten tot wie hij de vraag tot eenmalig betalingsuitstel moet richten, hoe hij die kan contacteren en naar aanleiding van welk dossier hij de vraag doet.

6. De informatie vermeld in punt 4 is de minimale informatie die het formulier bevat. Artikel 7 van het voorstel biedt de Koning de mogelijkheid om daar nog informatie aan toe te voegen. In de mate dat met de term "informatie" in dat artikel ook persoonsgegevens worden bedoeld, dan moeten de categorieën persoonsgegevens vooralsnog in het voorstel worden toegevoegd.

7. Wanneer de schuldenaar het eenmalig betalingsuitstel vraagt, krijgt hij dit van rechtswege voor zover het geen invorderingen betreft vermeld in artikel 6, § 2 van het voorstel (artikel 4 van het voorstel verwijst verkeerdelijk naar artikel 5 van het voorstel). De betrokken gerechtsdeurwaarder registreert het bericht van eenmalig betalingsuitstel in het centraal bestand beslagberichten. Hierdoor wordt het betalingsuitstel tegenstelbaar aan alle schuldeisers die beschikken over een uitvoerbare titel m.b.t. een geldelijke veroordeling die dateert van 1 april 2020 of later (artikel 5 van het voorstel). Deze verwerking is in hoofde van de gerechtsdeurwaarder gebaseerd op artikel 6.1.c) AVG: als verwerkingsverantwoordelijke is hij verplicht om het bericht van eenmalig betalingsuitstel in het centraal bestand beslagberichten te registreren.

8. Het eenmalig betalingsuitstel gaat dus gepaard met een registratie van de persoonsgegevens van de schuldenaar in het centraal bestand beslagberichten, een centrale databank gedefinieerd door artikel 1389bis/1 *Gerechtelijk Wetboek*. Met betrekking tot deze databank stelt de Autoriteit vast dat:

- ze op grootschalige wijze informatie verwerkt met betrekking tot personen die zich in een kwetsbare financiële en sociale situatie bevinden;
- ze sedert haar creatie stelselmatig werd uitgebreid, er werd in de loop van de jaren voortdurend meer persoonsinformatie in geregistreerd;
- de toegang door derden tot de informatie die ze bevat, werd ook stelselmatig verruimd;
- ze ook informatie verwerkt met betrekking tot strafrechtelijke veroordelingen (artikel 10 AVG) n.a.v. invordering van schadevergoedingen, boetes.

9. De verwerkingen in de context van het centraal bestand beslagberichten hebben dus een belangrijke inmenging in de rechten en vrijheden van de betrokkenen tot gevolg. Toch heeft de wetgever tot op heden verzuimd om (het)(de) doeleinde(n) van deze gegevensbank duidelijk in de wet te vermelden, niettegenstaande dit een essentieel element van de verwerking is, noodzakelijk om de voorzienbaarheid in hoofde van de rechtsonderhorige te verzekeren (legaliteitsbeginsel). Trouwens krachtens artikel 22 van de *Grondwet*, samen gelezen met artikel 8 van de EVRM en artikel 6.3 AVG, moet een norm van wettelijke rangorde bepalen onder welke omstandigheden een gegevensverwerking is toegestaan. De Autoriteit dringt er dan ook op aan dat de wetgever van de gelegenheid gebruik maakt om (het)(de) doeleinde(n) van het centraal bestand beslagberichten, als essentieel element van de verwerking, te bepalen in de wet/het wetboek.

10. De bedoeling van de registratie van het eenmalige betalingsuitstel in het centraal bestand beslagberichten, is het tegenstelbaar maken van het eenmalig betalingsuitstel aan een bepaalde categorie van schuldeisers. Op zich genomen is dit een welbepaald en uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd doeleinde (artikel 5.1.b) AVG). Is dit een nieuw doeleinde van het centraal bestand beslagberichten? Indien ja, dan moet dit met zoveel woorden in het *Gerechtig Wetboek* worden vermeld. Indien niet, dan moet dit blijken uit de te vermelden doeleinden van het centraal bestand beslagberichten in het *Gerechtig Wetboek*. Hierbij aansluitend vestigt de Autoriteit er de aandacht op dat gelet op het feit dat de tegenstelbaarheid slechts geldt jegens een welbepaalde categorie van schuldeisers, alleen gerechtsdeurwaarders van dergelijke schuldeisers toegang tot het bericht mogen hebben. Dit moet in het voorstel worden gepreciseerd.

11. Artikel 8, § 1, van het voorstel stelt de gegevens vast die het bericht van eenmalig betalingsuitstel bevat. Het betreft:

1° naam, voornamen, woonplaats, of naam, rechtsvorm en zetel, geboortedatum en/of ondernemingsnummer;

2° datum van betekening van het exploit waarop het verzoek tot eenmalig betalingsuitstel betrekking heeft;

3° datum waarop het verzoek tot eenmalig betalingsuitstel werd ingediend, of bij gebreke daaraan, werd ontvangen;

4° datum tot wanneer de termijn van betalingsuitstel duurt;

5° aard en bedrag van de schuldvordering van de beslaglegger, alsook eventuele redenen van voorrang;

12. De gegevens vermeld in de punten 1° tot 4° geven in het licht van het doeleinde geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen. De Autoriteit ziet echter niet in waarom de informatie vermeld in de punt 5° relevant is om het betalingsuitstel tegenstelbaar te maken aan andere schuldeisers. Indien deze gegevens daadwerkelijk nodig zijn, dan moet de steller van het voorstel hun pertinentie beter motiveren.

13. Artikel 8, § 2, van het voorstel bepaalt dat de berichten van betalingsuitstel automatisch worden geschrapt en verwijderd op 1 februari 2021. Krachtens artikel 5.1.e) AVG mogen persoonsgegevens niet langer worden bewaard, in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt. Het bericht van betalingsuitstel wordt in het centraal bestand beslagberichten opgenomen om de termijn van een eenmalig betalingsuitstel van 1 maand tegenstelbaar te maken aan bepaalde andere schuldeisers. Eens die termijn verstreken is er geen reden om dergelijk bericht nog tot

1 februari 2021 in het centraal bestand beslagberichten te bewaren. De voorgestelde bewaartermijn is disproportioneel en moet worden aangepast.

14. Artikel 9, eerste lid, van het voorstel bepaalt dat een gerechtsdeurwaarder die een bericht van eenmalig betalingsuitstel heeft geregistreerd in het centraal bestand beslagberichten of de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders op verzoek van een kamer voor ondernemingen in moeilijkheden, alle relevante informatie over een onderneming kunnen overmaken. In de artikelsgewijze bespreking van artikel 9 van het voorstel wordt gepreciseerd dat de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden *de informatie met betrekking tot de verzoeken tot eenmalig betalingsuitstel, proactief aanwendt voor het opsporen van ondernemingen in moeilijkheden*. Gelet op de opdracht van deze kamer, namelijk *het volgen de toestand van de schuldenaren in moeilijkheden om de continuïteit van hun activiteiten te vrijwaren en de bescherming van de rechten van de schuldeisers te verzekeren* (artikel XX.25, § 1, *Wetboek van Economisch Recht*) kan het doeleinde waarvoor de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden de persoonsgegevens verder verwerkt worden bestempeld als niet onverenigbaar.

15. Volgens de artikelsgewijze bespreking is het de bedoeling om de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden een bijkomend knipperlicht te verschaffen om ondernemingen in moeilijkheden sneller te detecteren. Rekening houdend met het principe van minimale gegevensverwerking (artikel 5.1.c) AVG) lijkt dit doeleinde perfect te kunnen gerealiseerd worden door de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden toegang te geven tot de berichten van eenmalig betalingsuitstel die in het centraal bestand beslagberichten geregistreerd zijn m.b.t. de ondernemingen waarvoor ze bevoegd is.

16. Los van de hiervoor geformuleerde suggestie (punt 15) is de formulering van artikel 9, eerste lid, van het voorstel vanuit het perspectief van bescherming van persoonsgegevens problematisch.

17. In de eerste plaats heeft de sibillijnse formulering van artikel 9, eerste lid, van het voorstel tot gevolg dat de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders gegevens uit alle centrale gegevensbanken die zij onder haar hoede heeft, aan de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden kan verstrekken. Dit is noch vanuit het proportionaliteitsbeginsel, noch vanuit het perspectief van de voorzienbaarheid (transparantie naar de rechtsonderhorige toe) aanvaardbaar. De gegevensbanken waaruit gegevens kunnen worden meegedeeld, moeten uitdrukkelijk in het voorstel worden geïdentificeerd (temeer gelet op de trend om steeds meer centrale gegevensbanken bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders in te richten).

18. Zoals artikel 9, eerste lid, van het voorstel thans geformuleerd is **kunnen** de gerechtsdeurwaarders en de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders gegevens verstrekken

wanneer de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden dit vraagt. Het is in hoofde van eerstgenoemden geen verplichting. Het praktisch nut van artikel 9 eerste lid, van het voorstel is, in het licht van het nagestreefde doeleinde, dus hoogst twijfelachtig. Bijgevolg wordt het beter weggelaten.

19. Artikel 9, eerste lid, van het voorstel bepaalt dat gerechtsdeurwaarders en de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders alle relevante informatie m.b.t. een onderneming kunnen overmaken. Er wordt niet gepreciseerd welke die relevante informatie dan wel is. De Autoriteit stelt vast dat de activiteiten van de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden niet nieuw zijn. Het is dus perfect mogelijk om de categorieën van persoonsgegevens te identificeren die voor de werkzaamheden van deze kamer nuttig zijn en deze op te nemen in het voorstel. De Koning kan de inhoud desgevallend nader preciseren. Momenteel geeft artikel 9 eerste lid, van het voorstel de Koning op dat punt volledig carte blanche, wat onaanvaardbaar is.

20. Tot slot nog een opmerking m.b.t. artikel 3, § 4, van het voorstel. Het handelt over een natuurlijke persoon met structurele financiële problemen en staat los van het eenmalig betalingsuitstel dat geregeld wordt door artikel 3. Het is gepaster om deze paragraaf op te nemen in het artikel dat handelt over het Centraal bemiddelings- en communicatieplatform. De Autoriteit zal deze paragraaf later bespreken in de context van de artikel 11 van het voorstel (zie punt 45).

B. Bericht van kennelijk overmatige schuldenlast/kennelijke onmogelijkheid tenuitvoerlegging

21. Artikel 10 van het voorstel voegt een nieuw artikel 1390*octies* in het *Gerechtelijk Wetboek*. Dit artikel bepaalt dat, mits de uitdrukkelijke toestemming van de betrokkene, een OCMW een gerechtsdeurwaarder opdracht kan geven om een bericht van "kennelijke overmatige schuldenlast" op naam van de betrokkene laten registreren in het centraal bestand van beslagberichten. Een gerechtsdeurwaarder kan naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt eveneens met uitdrukkelijke instemming van een betrokkene met overmatige schuldenlast deze ook registreren in het centraal bestand beslagberichten onder de vorm van een bericht van "kennelijke onmogelijkheid om uit te oefenen". De gerechtsdeurwaarder informeert het OCMW van de woonplaats van de betrokkene. In beide gevallen leidt de registratie tot de schorsing gedurende 3 maanden van iedere verdere tenuitvoerlegging. Op verzoek van het OCMW, kan die schorsingstermijn nog eens met 3 maanden worden verlengd.

22. Het nieuwe artikel 1390*octies* *Gerechtelijk Wetboek* wekt de indruk dat de toestemming met de registratie in het centraal bestand beslagberichten (artikel 6.1.a) AVG) de rechtsgrond voor deze verwerking vormt. Een geldige toestemming impliceert volgens artikel 7.4 AVG dat deze vrij kan

worden gegeven. In dit verband stelde de Europees Comité voor gegevensbescherming in punt 13 van haar Guidelines 05/2020 on consent under Regulation 2016/679¹, goedgekeurd op 4 mei 2020: *"As a general rule, the GDPR prescribes that if the data subject has no real choice, feels compelled to consent or will endure negative consequences if they do not consent, then consent will not be valid"*. Inzake is er geen sprake van een vrije toestemming gelet op het feit dat bij gebrek aan instemming, de betrokkene niet zal kunnen genieten van een bescherming gedurende 3 maanden, potentieel zelfs 6 maanden, tegen uitvoeringsmaatregelen.

23. De bedoeling van de registratie is een schorsing te bekomen van alle uitvoeringsmaatregelen (tegenstelbaarheid aan derden) zodat een structurele oplossing tot regeling van de schulden kan uitgewerkt worden. Op zich genomen is dit een welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd doeleinde (artikel 5.1.b) AVG). Is dit een nieuw doeleinde van het centraal bestand beslagberichten? Indien ja, dan moet dit met zoveel woorden in het *Gerechtig Wetboek* worden vermeld. Indien niet, dan moet dit blijken uit de te vermelden doeleinden van het centraal bestand beslagberichten in het *Gerechtig Wetboek* (zie ook punt 10).

24. Het bericht van kennelijk overmatige schuldenlast/kennelijke onmogelijkheid tenuitvoerlegging (waarom verschillende benaming gebruiken voor een actie waarvan de gevolgen dezelfde zijn?) bevat volgende persoonsgegevens: naam, voornamen, woonplaats en geboortedatum van de betrokkene. Dit geeft in het licht van artikel 5.1.c) AVG geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen.

25. Paragraaf 3 van het nieuwe artikel 1390octies *Gerechtig Wetboek* bepaalt dat het bericht van kennelijk overmatige schuldenlast en het bericht van kennelijke onmogelijkheid tenuitvoerlegging 12 maanden na verzending worden geschrapt. Krachtens artikel 5.1.e) AVG mogen persoonsgegevens niet langer worden bewaard, in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt. De berichten schorsen de uitvoeringsmaatregelen gedurende 3 of 6 maanden in geval van een verlenging met 3 maanden. Dit betekent dat eens de termijn van 3/6 maanden verstreken is, er geen reden meer bestaat om dergelijk bericht nog in het centraal bestand beslagberichten te bewaren. De voorgestelde bewaartermijn is disproportioneel en moet worden aangepast.

26. Krachtens paragraaf 5 van het nieuwe artikel 1390octies *Gerechtig Wetboek* kan het OCMW op eigen initiatief op gemotiveerde wijze de eenmalige verlenging van de schorsing met 3 maanden vragen. Gelet op het feit dat de initiële schorsing het gevolg is van de "instemming" van de betrokkene met de registratie in het centraal bestand beslagberichten, is de verlenging van de schorsing en dus

¹ Te raadplegen via volgende link: https://edpb.europa.eu/our-work-tools/our-documents/guidelines/guidelines-052020-consent-under-regulation-2016679_en.

de handhaving van de registratie in het centraal bestand van beslagberichten slechts mogelijk mits "instemming" van de betrokkene. Dit blijkt niet uit de tekst.

27. Paragraaf 6 van het nieuwe artikel 1390*octies* *Gerechtelijk Wetboek* bepaalt dat iedere belanghebbende die van oordeel is dat een persoon ten onrechte wordt beschermd door de neerlegging van de hiervoor vermelde berichten, deze bescherming kan aanvechten voor de vrederechter. Uit de artikelsgewijze bespreking blijkt dat met de term "belanghebbende" een schuldeiser wordt bedoeld. Niet alle schuldenisers van de betrokkene beschikken over een uitvoerbare titel die hen toelaat uitvoerende maatregelen te nemen. Alleen schuldenisers die over een uitvoerbare titel beschikken en dus uitvoerende maatregelen kunnen nemen, worden getroffen door de schorsing van uitvoeringsmaatregelen zoals die geregeld wordt door het nieuwe artikel 1390*octies* *Gerechtelijk Wetboek*, alleen zij zijn belanghebbenden. Alleen voor hen is de informatie m.b.t de schorsing van de uitvoeringsmaatregelen jegens een bepaalde schuldenaar relevant. Dit blijkt niet of onvoldoende uit de formulering van het nieuwe artikel 1390*octies*, § 6, *Gerechtelijk Wetboek*.

C. Het Centraal bemiddelings- en communicatieplatform (hierna het platform)

28. De problematiek van personen met overmatige schuldenlast en het zoeken naar een gepaste wijze om hen te helpen zijn niet nieuw en dus niet covid-19 gebonden. Zoals hierna wordt toegelicht is het voorgestelde bemiddelings- en communicatieplatform vanuit AVG-standpunt op meerdere punten problematisch. De vraag kan gesteld worden of het, vooraleer een nieuwe verwerking van persoonsgegevens op te zetten, niet nuttig zou zijn om het initiatief te herbekijken rekening houdend met reeds bestaande maatregelen zoals bijvoorbeeld de reglementair omkaderde schuldbemiddeling en de informatie die momenteel m.b.t. personen met schulden beschikbaar is.. Een vluchtige opzoeking leert dat personen met schulden momenteel reeds verplicht in volgende reglementair gecreëerde databanken worden geregistreerd:

- bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders:
 - het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest;
 - het centraal register voor Europees conservatoir beslag op bankrekeningen;
 - het centraal register collectieve schuldregeling;
 - het centraal register voor de invordering van onbetwiste geldschulden

- bij de Nationale Bank van België:
 - de centrale voor kredieten aan particulieren;
 - het bestand van niet-gereguleerde registraties

- bij de Orde van Vlaamse balies en de Ordre des Barreaux francophones et germanophone :
 - het centraal register solvabiliteit (nog niet operationeel)
- bij de FOD Justitie:
 - het centraal bestand van vonnissen, arresten en akten houdende toekenning van een onderhoudsuitkering.

c.1) Rechtsgrond

29. Artikel 11, § 1, eerste lid, van het voorstel voorziet in de creatie van een nieuwe centrale databank bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders, namelijk het platform, die de verwerkingsverantwoordelijke is. De verwerking is gestoeld op artikel 6.1.c) AVG. Gelet op de sturende rol die aan de OCMW's wordt toebedeeld bij de begeleiding en organisatie van de afbouw van de schulden, lijkt het gepaster dat, voor zover er een platform moet worden opgericht, dit platform in de schoot van de OCMW's wordt gecreëerd. In dat geval zal de verwerking gestoeld zijn op artikel 6.1.e) AVG.

30. Het platform zal alleen gegevens verwerken van personen die er zich uit eigen beweging op registreren en zich uitdrukkelijk akkoord verklaren met de verwerkingen die door het platform gebeuren, inclusief de gegevensuitwisseling met het bevoegde OCMW (artikel 11, § 1, vierde lid en § 6, eerste lid, van het voorstel). Dit kan als een bijkomende waarborg worden bestempeld.

c.2) Doeleinde

31. Volgens artikel 5.1.b) AVG kan de verwerking van persoonsgegevens enkel uitgevoerd worden voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden.

32. Artikel 11, § 1, eerste lid, van het voorstel omschrijft het doeleinde van het platform als de natuurlijke personen die zich in een situatie van kennelijk overmatige schuldenlast bevinden te beschermen tegen hun schuldeisers in afwachting van de gepaste schuldhulpverlening. Waaruit die bescherming tegen de schuldeisers concreet bestaat wordt noch in artikel 11 van het voorstel noch in enig ander artikel van het voorstel gepreciseerd. De memorie van toelichting brengt evenmin verheldering. Er is evenmin een link voorzien met de regeling vermeld door het nieuwe artikel 1390ocities *Gerechtelijk Wetboek*. Bij gebrek aan specifieke beschermingsmaatregelen tegen schuldeisers voor personen die zich op het platform registreren, zal de verwerking van persoonsgegevens die door het platform gebeurt, niet leiden tot de realisatie van het geformuleerde doeleinde, wat de verwerking problematisch maakt vanuit proportionaliteitsperspectief. De formulering

van het doeleinde van het platform moet worden aangepast zodanig dat het overeenstemt met wat daadwerkelijk wordt beoogd.

33. Zelfs in de veronderstelling dat het voorstel daadwerkelijk bescherming tegen schuldeisers biedt aan de personen die op het platform geregistreerd zijn, is het twijfelachtig of de gegevensverwerkingen van het platform leiden tot de realisatie van het doel, namelijk de bescherming tegen schuldeisers en een gepaste schuldhulpverlening. Immers uit artikel 11, § 4, eerste lid, en § 7, van het voorstel blijkt dat gerechtsdeurwaarders niet verplicht zijn om hun medewerking te verlenen. Dit geldt trouwens ook voor de OCMW's (zie artikel 11, § 4, tweede lid, van het voorstel). Dit betekent dat het dossier m.b.t. de schulden dat in het platform wordt aangemaakt noodgedwongen onvolledig zal zijn en dus geen correct beeld geeft van de toestand van de schuldenaar, wat de realisatie van het doeleinde hypothekeert. Daar komt nog bij dat als het bevoegde OCMW van een persoon die zich registreert niet meewerkt, de registratie eigenlijk zinloos is..

c.3) Proportionaliteit

34. Artikel 5.1.c), AVG bepaalt dat persoonsgegevens toereikend, ter zake dienend en beperkt moeten zijn tot wat noodzakelijk is voor de beoogde doeleinden ('minimale gegevensverwerking').

35. De natuurlijke persoon die zich registreert op het platform, moet volgende persoonsgegevens verstrekken: naam, voornaam, telefoonnummer, e-mailadres, geslacht, geboortedatum en adres (artikel 11, § 6, tweede lid, van het voorstel).

36. De verwerking van deze gegevens geeft in het licht van artikel 5.1.c) AVG geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen. De Autoriteit vestigt er de aandacht op dat niet iedere natuurlijke persoon die zich wenst te registreren een e-mail adres heeft. Er moet dus over gewaakt worden dat dit geen element vormt dat de registratie op het platform verhindert.

37. De gerechtsdeurwaarders die meewerken met het platform voeren volgende gegevens in het platform in: de identificatiegegevens van de schuldeiser, de identificatiegegevens van de gerechtsdeurwaarder, de financiële gegevens van het dossier, de actuele afrekening van het dossier en de stavingstukken van het dossier (artikel 11, § 5, eerste lid, van het voorstel). De verwerking van deze gegevens geeft in het licht van artikel 5.1.c) AVG geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen.

38. Het OCMW voert volgende gegevens in: het dossiernummer van de natuurlijke persoon, het verloop van het dossier en de afhandeling ervan. Dit betekent dat het OCMW minstens om de 3 maanden de ondernomen stappen vermeldt evenals de actuele stand van zaken betreffende het gevolgde hulpverleningstraject (artikel 11, § 5, tweede en derde lid, van het voorstel). In de mate dat

hierdoor wordt bedoeld dat de contacten die werden gelegd om een afbetalingsregeling uit te werken evenals de mate waarin de gemaakte afspraken inzake betaling worden gevolgd, in het dossier worden vermeld, dan geeft dit geen aanleiding tot bijzondere opmerkingen.

c.4) Bewaartermijn

39. Krachtens artikel 5.1.e) AVG mogen persoonsgegevens niet langer worden bewaard, in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, dan noodzakelijk voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt.

40. Wanneer een geregistreerde persoon zijn toestemming intrekt omdat hij niet langer wenst geregistreerd te zijn, worden het dossier en alle gegevens die het bevat verwijderd uit het platform met uitzondering van de gegevens die nodig zijn om het bestaan van het dossier en de periode waarin het bestaan heeft aan te tonen (artikel 11, § 6, vierde lid, van het voorstel). De Autoriteit is van oordeel dat om het bestaan van een dossier en de periode waarin het bestaan heeft aan te tonen, volgende informatie volstaat: de naam en de voornaam van de schuldenaar, het dossiernummer, de datum waarop het dossier werd aangemaakt en de datum waarop het werd stopgezet. Dit wordt best gepreciseerd in het voorstel. Nog steeds volgens artikel 11, § 6, vierde lid, van het voorstel wordt de informatie m. b.t. het bestaan van een dossier gedurende 10 jaar bewaard en kan ze door de verwerkingsverantwoordelijke verstrekt worden aan een gerechtsdeurwaarder wanneer de beroepsaansprakelijkheid van deze laatste ter discussie staat.

41. Indien de bewaring beperkt blijft tot de minimale informatie vermeld in punt 40 geeft de voorgestelde aanpak geen aanleiding tot bijkomende opmerkingen.

42. De bewaartermijn van de dossiers die worden afgewerkt (geen intrekking van de toestemming), wordt geregeld door artikel 11, § 2, tweede lid tot vierde lid, van het voorstel. Er wordt de indruk gewekt dat de gegevens ten hoogste 12 maanden na het afsluiten van het dossier worden bewaard. Uit het vierde lid van deze paragraaf blijkt echter dat de gegevens nog 10 jaar na het afsluiten van het dossier worden bewaard.

43. Uit artikel 11, § 2, derde lid, van het voorstel blijkt dat gedurende de "eerste bewaartermijn" van 12 maanden een afgesloten dossier nog enkel raadpleegbaar is volgens de rechten die werden toegekend. Wat wil dit zeggen? Wie mag nog raadplegen en waarvoor? Het voorstel moet dit preciseren.

44. De eigenlijke bewaartermijn bedraagt 10 jaar nadat het dossier werd afgesloten. Deze wordt gemotiveerd door de 10 jarige beroepsaansprakelijkheid van gerechtsdeurwaarders (artikel 2262 *bis*

Burgerlijk Wetboek). Uit artikel 11, § 6, vierde lid, van het voorstel blijkt echter dat het met het oog op de beroepsaansprakelijkheid van de gerechtsdeurwaarder volstaat dat alleen de informatie m.b.t. het bestaan van het dossier en de periode waarin het bestaan heeft, bewaard worden (punt 40). Er is in het licht van de beroepsaansprakelijkheid geen enkele objectieve reden om voor "afgewerkte" dossiers meer gegevens te bewaren dan voor "geschrapte" dossiers. Bijgevolg moet voor de "afgewerkte" dossiers een gelijkaardige regeling opgenomen worden m.b.t. de te bewaren gegevens. In dat geval is de voorgestelde bewaartermijn in het licht van artikel 5.1.e) AVG aanvaardbaar. Louter volledigheidshalve vestigt de Autoriteit er de aandacht op dat de verwerkingsverantwoordelijke erover moet waken dat afgesloten dossiers niet langer toegankelijk zijn en dat deze toegang slechts geactiveerd wordt nadat de verwerkingsverantwoordelijke zich ervan vergewist heeft dat die toegang nodig is n.a.v. een geschil m.b.t. de beroepsaansprakelijkheid van een gerechtsdeurwaarder.

c.5) Betrokkenen

45. Zoals reeds werd aangestipt verwerkt het platform alleen maar gegevens van personen die structurele financiële problemen hebben - sluit aan bij het aspect overmatige schuldenlast van het doeleinde - en die zich uit eigen beweging op het platform registreren. Dat blijkt uit artikel 3, § 4, van het voorstel, waarvan de tekst duidelijkheidshalve best wordt geïntegreerd in artikel 11 van het voorstel (zie punt 20). N.a.v. de registratie wordt het uitdrukkelijk akkoord gevraagd zowel met de verwerking van de gegevens (artikel 11, § 6, eerste lid, van het voorstel) als met de uitwisseling van gegevens tussen het bevoegde OCMW en betrokken gerechtsdeurwaarders (artikel 11, § 1, vierde lid, van het voorstel). Het is dus uitgesloten dat een OCMW of gerechtsdeurwaarder eigenmachtig overgaan tot de registratie van een persoon op het platform.

46. De Autoriteit onderlijnt dat, vooraleer het akkoord van de betrokkene te vragen, de verwerkingsverantwoordelijke hem de nodige informatie moet verstrekken (artikelen 12 - 13 AVG) zodat eerstgenoemde met kennis van zaken zijn instemming kan geven, zo niet zal deze gebrekkig zijn. Dit betekent onder meer dat duidelijk moet vermeld worden dat het OCMW het dossier zal begeleiden en dat gerechtsdeurwaarders ook toegang krijgen tot informatie.

47. Daarnaast zullen ook persoonsgegevens van schuldeisers en gerechtsdeurwaarders worden verwerkt via het platform zoals uit artikel 11, § 4, van het voorstel blijkt.

c.6) Verwerkingsverantwoordelijke

48. De Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders wordt aangeduid als verwerkingsverantwoordelijke (artikel 11, § 2, eerste lid, van het voorstel). De Autoriteit neemt hiervan akte. De Autoriteit verwijst in dit verband naar haar bedenking in punt 29 (de oprichting van de databank in de schoot van de OCMW's lijkt, gelet op hun rol, gepaster).

c.7) Toegang tot de gegevens van het platform

49. In de eerste plaats heeft de betrokkene toegang tot zijn eigen dossier (artikel 11, § 6, derde lid, van het voorstel), wat overeenstemt met de vereiste van artikel 15 AVG.

50. Een meewerkend OCMW zal toegang hebben tot en schrijfrechten hebben in de dossiers van personen die onder haar bevoegdheid vallen (artikel 11, § 1, derde lid, § 4, tweede lid en § 5, tweede en derde lid, van het voorstel). Gelet op de rol die het OCMW speelt in het organiseren van de schuldhulpverlening is dit aanvaardbaar.

51. De gerechtsdeurwaarders die in het systeem stappen hebben een schrijfrecht dat hen toelaat de informatie bepaald in artikel 11, § 5, eerste lid, van het voorstel, op te laden in het dossier van een op het platform geregistreerde persoon. Dit betekent noodzakelijkerwijze dat meewerkende gerechtsdeurwaarders het platform moeten kunnen raadplegen om te zien of een van hun schuldenaars geregistreerd is. De verwerkingsverantwoordelijke moet erover waken dat gerechtsdeurwaarders die niet in het systeem stappen iedere toegang tot het platform wordt ontzegd.

52. Gerechtsdeurwaarders hebben ook een leesrecht met betrekking tot hun dossiers (artikel 11, § 4, eerste lid, van het voorstel). Het is niet duidelijk wat moet verstaan worden onder "hun dossiers". Is dat de informatie die zij hebben ingevoerd? Is dat het dossier van een op het platform geregistreerde persoon in hetwelk zij informatie m.b.t. een schuld hebben ingevoerd? Dit moet worden verduidelijkt in het voorstel. Indien het de toegang tot het dossier van de geregistreerde persoon betreft, betreft het vanzelfsprekend alleen het dossier van deze personen waarin de gerechtsdeurwaarder een schrijfrecht uitoefende. Om dergelijk dossier op te volgen is het echter niet nodig dat hij een toegang heeft tot het volledige dossier. Zo moet hij niet weten wie de andere schuldeisers zijn, welke andere betrokken gerechtsdeurwaarders zijn, hij moet de stavingstukken m.b.t. andere schulden niet kunnen inkijken. Het volstaat dat hij de bedragen van de andere schulden kent en zicht heeft op het plan om de schulden te vereffenen en de wijze waarop dit plan wordt gevolgd. Ook op dit punt is nadere precisering in het voorstel vereist.

**OM DEZE REDENEN,
de Autoriteit**

➤ **stelt zich vragen zowel bij het nut van de oprichting van een nieuwe gegevensbank (het platform) *an sich* bij de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders en vraagt zich af of het niet nuttig zou zijn om het initiatief te herbekijken rekening houdend met reeds bestaande maatregelen zoals bijvoorbeeld de reglementair omkaderde schuldbemiddeling en de informatie die momenteel m.b.t. personen met schulden reeds beschikbaar is. (punt 28);**

➤ **stelt vast dat volgende aanpassingen van het voorstel zich opdringen:**

- in de mate dat met de term "informatie" in artikel 7 van het voorstel persoonsgegevens worden bedoeld, moet dit artikel aangevuld worden met de categorieën persoonsgegevens (punt 6);
- (het)(de) doeleinde(n) van het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest moet(en) opgenomen worden in de wet/het wetboek (punten 8 - 10 en 23);
- toevoegen dat het bericht van eenmalig betalingsuitstel alleen kan geraadpleegd worden door gerechtsdeurwaarders van schuldeisers aan wie dit bericht tegenstelbaar is (punt 10);
- in artikel 8, § 1, van het voorstel het punt 5° schrappen, tenzij de relevantie ervan wordt aangetoond (punt 12);
- de bewaartermijn in artikel 8, § 2 van het voorstel aanpassen (punt 13);
- de door artikel 9 van het voorstel voorziene gegevensverstrekking vervangen door een toegang tot het bericht van eenmalig betalingsuitstel door de kamer voor ondernemingen in moeilijkheden onder meer gelet de diverse problemen die de huidige formulering van dit artikel stelt (punten 15 - 19);
- de bewaartermijn in het nieuwe artikel 1390octies, § 3, *Gerechtelijk Wetboek* aanpassen (punt 25);
- verduidelijken in het nieuwe artikel 1390octies, § 5, *Gerechtelijk Wetboek* dat het OCMW slechts met instemming van de betrokkene een verlenging van de schorsingstermijn kan vragen (punt 26);
- in artikel 11, § 1, eerste lid van het voorstel moet de formulering van het doeleinde van het platform zo worden aangepast dat het werkelijk weergeeft wat wordt beoogd (punt 32);
- de regeling van de bewaartermijn en de bewaarde gegevens in artikel 11, § 2, tweede tot vierde lid, van het voorstel herzien (punten 42 - 44);

Advies 62/2020 - 16/16

- artikel 11, § 6, vierde lid, van het voorstel aanvullen met de gegevens die worden bewaard om het bestaan van het dossier aan te tonen (punt 40);
- de tekst van artikel 3, § 4 van het voorstel integreren in artikel 11 van het voorstel (punten 20 - 45);
- verduidelijken in artikel 11, § 4, eerste lid, van het voorstel wat bedoeld wordt met "hun dossiers" en in de mate dat dit het dossier van de geregistreerde persoon is, het leesrecht aflijnen (punt 52)



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

